

Comité de pilotage du Plan d'Actions en faveur de l'Énergie Durable et du Climat de la Commune de Hastière

Projet de Règlement

Lexique

COPIL : Comité de pilotage

POLLEC : Politique Locale Energie-Climat

PAEDC : Plan d'Actions en faveur de l'Énergie Durable et du Climat, ou simplement Plan Energie Climat ou Plan Climat

Coordinateur POLLEC : Agent en charge du plan énergie-climat au sein de la commune. Il est aussi responsable de la participation citoyenne autour du plan, et donc de la mise en place et de la coordination du Comité de pilotage

Table des matières

I. Contexte	3
II. Fonctionnement du Comité de pilotage	4
a. Mandat	4
b. Durée du mandat	4
c. Fréquence des réunions	4
d. Composition	5
e. Constitution du COPIL	5
f. Organisation interne	6
g. Processus	7
h. Mode de prise de décision	8
i. Confidentialité	8
j. Remplacement et renouvellement des membres	9
III. Rôles et engagements des parties prenantes	10
a. La coordinatrice POLLEC	10
b. Le personnel communal	10
c. Les citoyens et autres acteurs de la société civile (associations, etc.)	11
d. Les élus, en particulier l'échevin en charge du COPIL	11
e. Les experts	12
IV. Intégration des recommandations dans la politique énergie-climat de la commune	12
a. Suivi par les agents communaux compétents	12
b. Suivi par les élus communaux	12
V. Signature	13

I. Contexte

En adhérant à la Convention des Maires pour le Climat et l'Énergie, la Commune de Hastière s'engage à :

1. Œuvrer pour **réduire les émissions** de gaz à effet de serre (GES) sur son territoire de 55% d'ici 2030 par rapport à 2006
2. **Rendre la commune plus forte** face aux impacts du changement climatique comme les inondations ou les vagues de chaleur
3. **Réduire la précarité** énergétique de ses habitants

Pour atteindre ces trois objectifs, la commune de Hastière a élaboré un Plan d'Actions en faveur de l'Énergie Durable et du Climat (PAEDC), composé d'une série de fiches actions. La commune travaille désormais activement à leur mise en œuvre.

La réussite du Plan dépend d'une forte mobilisation de tous, tant de l'administration communale que de l'ensemble des acteurs locaux. Chaque citoyen doit pouvoir y trouver sa place et devenir un acteur du changement.

Face à l'ampleur et à l'urgence des enjeux - d'aménagement du territoire, cadre et qualité de vie, cohésion et d'inclusion sociale, développement économique, résilience locale, protection de l'environnement – une véritable concertation locale est indispensable.

La participation citoyenne permet de :

- Améliorer l'action publique en tenant compte des besoins des (futurs) habitants
- Trouver des solutions durables à des problèmes complexes
- Renforcer la légitimité des projets et faciliter les décisions difficiles
- Accroître la confiance du public dans la commune et les institutions démocratiques
- Combattre la polarisation et la désinformation
- Rendre la gouvernance de la commune plus inclusive en intégrant une diversité de voix
- Soutenir les initiatives citoyennes en leur offrant un relai, des ressources et de la visibilité

Dans ce contexte, la commune crée un Comité de pilotage pour favoriser la coproduction et la cogestion du plan énergie-climat de Hastière entre tous les acteurs locaux pour atteindre les objectifs climatiques de la commune. Ce Comité a pour mission de proposer des améliorations, concrétiser des projets d'intérêt collectif et assurer le suivi du Plan Climat.

Le présent Règlement établit ce Comité de pilotage comme le socle de la concertation sur lequel la commune souhaite baser ce travail. Il définit ses missions, objectifs et cadre de fonctionnement, ainsi que les rôles et responsabilités de chaque partie prenante.

II. Fonctionnement du Comité de pilotage

a. Mandat

1. Participer aux réunions du Comité de pilotage et aux groupes de travail thématiques
2. Contribuer au suivi et à la mise à jour du PAEDC
3. Enrichir la vision citoyenne en restant informé des projets existants et en réfléchissant à comment les soutenir et les favoriser
4. Proposer des solutions pour concrétiser, ajuster et faire avancer les différents projets
5. Mettre en œuvre les actions retenues en tenant compte des ajustements et des nouvelles priorités du PAEDC
6. Devenir ambassadeur pour sensibiliser à l'énergie et au climat

Dans l'exercice de leur mandat, les membres du Comité de pilotage s'engagent à agir dans l'intérêt général de la commune et de ses habitants, à s'écouter, se respecter mutuellement et à veiller au partage de la parole.

Ils s'engagent également à respecter le présent Règlement et la Charte des valeurs élaborée collectivement lors des premières réunions.

b. Durée du mandat

Le mandat a une durée de deux ans à compter de la première réunion du Comité de pilotage. Des modalités de démission et de renouvellement des membres sont prévues dans la section j, pour les cas où certains membres ne pourraient plus remplir leur mandat.

L'exercice du mandat est bénévole.

c. Fréquence des réunions

Le mandat implique, en moyenne, maximum une réunion par mois, généralement en soirée, selon les disponibilités de chacun et les éventuels groupes de travail auxquels ils participent.

- Les membres du Comité se réunissent en séance plénière deux fois par an, une fois à l'automne et une fois au printemps
- Le cas échéant, ils prennent également part aux réunions des groupes de travail thématiques, organisées plus fréquemment, en fonction de l'actualité des projets et des opportunités sur le territoire communal. Les dates sont fixées en concertation avec les participants.

Les membres s'engagent à informer la coordinatrice POLLEC en cas d'absence à une réunion. Trois absences consécutives non justifiées peuvent entraîner l'exclusion du Comité.

d. Composition

Le Comité de pilotage réunit des citoyen·nes de la commune, des acteurs professionnels du territoire, des agents communaux en charge des thématiques énergie-climat et des représentants politiques. L'objectif est de combiner les savoirs locaux et culturels des citoyens avec l'expertise technique et scientifique des professionnels, afin d'orienter les choix politiques sur base de recommandations techniquement objectives, politiquement légitimes et respectueuses des valeurs et intérêts de toutes les parties prenantes.

Le Comité de pilotage est ouvert à tous les citoyens volontaires sans discrimination. Les membres doivent avoir au moins 16 ans et résider ou travailler dans la commune.

Le Comité se compose de maximum **17 membres**, avec les différents profils suivants :

- **Un élu de chaque groupe politique** représenté au Conseil communal et **un membre du Collège communal**
- Des **représentants des services communaux** en fonction des thématiques abordées (HP, PCS, CPAS, mobilité, environnement, énergie)
- Des **acteurs professionnels**, tels que :
 - Un représentant du Centre culturel de Hastière
 - Un représentant de l'Office du tourisme
 - Un représentant de la Commission agricole
- Des **citoyens** selon les critères suivants :
 - Représentation des différents villages d'Hastière
 - Parité femmes/hommes
 - Représentation des différentes générations, en particulier des plus jeunes
 - Un représentant de la Commission Locale de Développement Rural
 - Un représentant par collectif citoyen (Hastière en transition, etc.)

e. Constitution du COPIL

Deux méthodes sont utilisées pour constituer le Comité de pilotage :

1. **Acteurs spécifiques** : Des invitations ciblées sont envoyées aux personnes et organismes concernés (élus, agents communaux, acteurs professionnels et associations du territoire). Le nombre de représentants par organisme est limité à une personne pour garantir une diversité des voix.

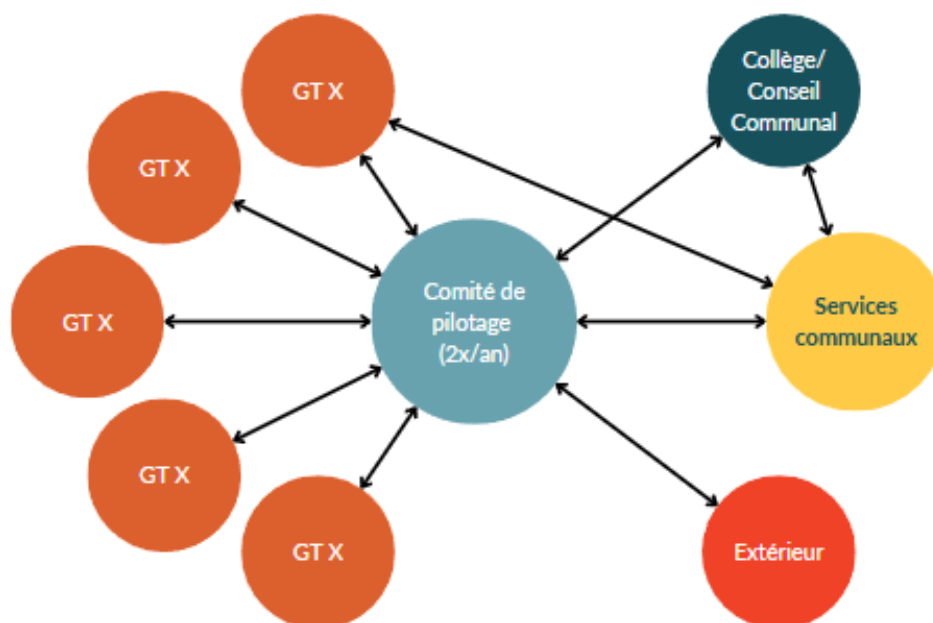
2. **Citoyens** : Un appel à candidatures invite les personnes intéressées à remplir un formulaire détaillant leur profil et motivations. Si le nombre de candidatures dépasse les places disponibles, une sélection est faite en fonction de critères sociodémographiques (genre, âge, villages représentés, diversité des parcours) afin d'assurer un panel représentatif et diversifié. Les personnes non sélectionnées font partie d'une réserve de suppléants et peuvent être appelés en cas d'absence ou d'exclusion d'un membre.

La composition finale du COPIL est validée par le Conseil communal.

f. Organisation interne

Le Comité de pilotage, rassemblant l'ensemble des membres, se réunit au moins une fois par semestre en séance plénière pour suivre l'avancement du Plan Climat. Ces réunions sont planifiées pour coïncider avec les étapes clés du calendrier communal, notamment l'élaboration des budgets, afin de favoriser l'intégration des recommandations du COPIL dans la politique énergie-climat de la commune.

Afin de faciliter l'organisation des travaux et d'approfondir certaines thématiques et actions, le Comité peut être subdivisé en plusieurs groupes de travail. Ces groupes sont constitués en fonction des centres d'intérêt des participant·es. Le nombre, les thématiques, la composition et l'organisation de ces groupes de travail sont discutés collectivement lors des premières réunions du Comité de pilotage.



Selon les besoins, des citoyen·nes extérieures au COPIL et des experts peuvent être invités à participer aux groupes de travail afin d'apporter une diversité de perspectives et de renforcer la mise en œuvre des projets.

Chaque réunion de groupe ou plénière est présidée par un·e représentant·e de l'administration (coordinatrice POLLEC) et assistée par un·e citoyen·ne. Les modalités de cette présidence, ainsi que les autres rôles nécessaires au bon déroulement des réunions, sont définies collectivement avec les membres lors des premières rencontres.

L'ordre du jour de chaque réunion est co-construit collectivement à la fin de la rencontre précédente, puis transmis par voie électronique suffisamment à l'avance au Collège communal et à tous les participant·es, permettant à chacun·e de proposer des ajustements avant la réunion. L'ordre du jour final est ensuite approuvé en début de séance.

Après chaque réunion, un compte-rendu détaillé, accompagné d'une liste des tâches à réaliser, est partagé avec tous les membres. Ces documents peuvent être amendés collectivement et sont approuvés au début de la réunion suivante. Une fois validés, les comptes-rendus sont systématiquement transmis à l'échevin compétent pour garantir un suivi et une prise en compte des travaux du COPIL.

g. Processus

Le Comité de pilotage suit un processus structuré en plusieurs étapes. La commune veille à impliquer les membres du COPIL tant dans l'amélioration de ses politiques énergie-climat que dans la co-construction du processus participatif pour y parvenir.

Réunion de lancement et de rencontre

Une première réunion permet aux participants de se rencontrer et de découvrir le cadre communal. Les membres y reçoivent leur mandat ainsi que des précisions sur les prochaines étapes du processus.

Organisation et fonctionnement interne

Dès ces premières réunions, l'accent est mis sur l'organisation et le fonctionnement interne. L'objectif est que les membres s'approprient le processus, en identifiant les thématiques prioritaires et en définissant les modalités de travail : Comment décider ensemble ? Quelles règles et valeurs guideront nos actions ? L'organisation sera co-construite pour garantir une collaboration efficace.

Cadre de confiance

L'écoute active, le respect mutuel, la confiance, le partage de la parole, l'équité, l'intérêt général, la confidentialité des échanges, l'engagement ainsi que la reconnaissance des spécificités et de la place de chaque membre, sont des valeurs fondamentales. Ces principes guident la manière dont les membres du Comité de pilotage collaborent. Ces principes sont discutés et formalisés dans une Charte des valeurs que chacun s'engage à respecter.

Mise à niveau

Une étape cruciale consiste à informer les citoyens sur les enjeux locaux. Avec l'aide d'experts (coordinatrice Plan Climat, administration, personne-ressource indépendante, etc.), les participants acquièrent une compréhension commune des défis et réalités liés à la mise en œuvre des actions communales. Les membres du Comité de pilotage ont la possibilité de proposer des experts et sources d'information. Cette phase permet d'ancrer les futures recommandations dans une vision éclairée.

Réunion des groupes de travail thématiques

Sur la base du travail d'identification des thématiques et actions prioritaires, des groupes de travail peuvent être constitués pour approfondir des points spécifiques. Ces discussions en petits groupes, encadrées par un agent compétent ou des personnes-ressources, visent à élaborer des recommandations sur des thèmes ciblés. Les groupes se réunissent en fonction de l'avancement des

projets et de la disponibilité des membres, mais une certaine régularité est indispensable pour garantir des propositions de qualité.

Réunion plénière du Comité de pilotage

Tous les six mois minimum, le COPIL se réunit en séance plénière pour discuter des travaux des groupes de travail et affiner les recommandations.

h. Mode de prise de décision

Le COPIL prend ses décisions par consensus. En cas d'échec après plusieurs tentatives, un vote à la majorité absolue (moitié des voix + 1) est organisé, quel que soit le quorum présent.

i. Confidentialité

Les échanges au sein du COPIL sont confidentiels. Les comptes-rendus sont anonymisés par défaut, à moins qu'un participant souhaite lever cette confidentialité. Les informations échangées avec l'administration ne peuvent être divulguées sans l'accord du Collège communal et des membres du COPIL. La communication publique des travaux du COPIL se fait via les canaux habituels de l'administration, après validation par les participants.

j. Remplacement et renouvellement des membres

Afin de garantir un fonctionnement efficace, des mécanismes de remplacement et de renouvellement des membres sont mis en place. Ces mécanismes visent à pallier les absences ou les comportements inappropriés, tout en permettant de maintenir la dynamique au sein du Comité.

Remplacement en cas d'absence

Les membres du COPIL préviennent le plus tôt possible la coordinatrice POLLEC lorsqu'ils ne peuvent pas être présents à une réunion. Lorsque c'est possible, ils seront remplacés par une personne suppléante selon les mêmes critères de diversité et de représentativité socio-démographique.

Remplacement en cas d'exclusion :

Un membre peut être exclu du COPIL pour plusieurs raisons, notamment :

- Comportement inapproprié ou non-respect répété du présent Règlement
- Absences non excusées à trois réunions consécutives, ce qui nuit à la continuité des travaux

- Perturbation régulière du bon déroulement des réunions, malgré des remarques et avertissements

Dans ces cas, la coordinatrice POLLEC peut exclure temporairement ou définitivement le membre concerné. Cette décision, dûment motivée, sera notifiée par écrit à l'intéressé·e. Afin de maintenir la dynamique du groupe, la coordinatrice pourra proposer un remplaçant. Ce remplaçant est sélectionné en fonction des mêmes critères de diversité et de représentativité socio-démographique parmi :

- Les candidats non retenus lors de la constitution initiale du COPIL faisant partie de la réserve de suppléants
- Ou, si nécessaire, via un nouvel appel à candidatures.

Remplacement en cas de démission :

Dans le cas où un membre décide de démissionner pour des raisons personnelles ou professionnelles, il ou elle doit en informer la coordinatrice POLLEC. Un nouveau membre sera alors sélectionné en fonction des mêmes critères de diversité et de représentativité socio-démographique. Ce remplacement s'effectuera également parmi la réserve de suppléants ou via un nouvel appel à candidatures.

III. Rôles et engagements des parties prenantes

a. La coordinatrice POLLEC

La coordinatrice POLLEC est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan Climat de la commune, ainsi que de l'organisation du processus participatif qui l'entoure.

Dans ce cadre, elle accompagne le COPIL, veille au respect du mandat et des dispositions du présent Règlement, et s'assure du bon déroulement des débats. Elle gère le COPIL au quotidien : préparation des ordres du jour, facilitation des réunions, rédaction des comptes-rendus, et transmission des informations entre le COPIL, les groupes de travail thématiques, l'administration communale et les représentants politiques.

La coordinatrice peut être épaulé dans ses tâches de coordination et de facilitation par des membres de l'administration communale ou des citoyen·nes impliqué·es dans les groupes de travail thématiques. Ces facilitateurs s'engagent à rester impartiaux, à animer les réunions de manière démocratique, à favoriser l'expression de chacun·e., à respecter les opinions diverses et à en tenir compte.

b. Le personnel communal

- Informe et collabore avec les membres du Comité de pilotage, recueille leurs avis et propositions lors d'échanges réguliers.
- Fournit les informations sur son service et ses actions nécessaires à la bonne progression des travaux du Comité.
- Propose des idées d'actions en lien avec son service.
- Évalue la faisabilité des actions suggérées par les citoyens.
- Veille à intégrer les compétences, les réalités administratives et budgétaires de la commune dans les discussions.
- Sert de point de contact et de relais d'information entre les services communaux concernés par les thématiques énergie-climat.
- Promeut la visibilité du travail du Comité de pilotage au sein de l'administration.
- Assure une vision transversale pour le Plan d'Action en faveur de l'Énergie Durable et du Climat (PAEDC).
- Soutient la coordinatrice POLLEC dans la coordination et la facilitation des réunions, en prenant par exemple la responsabilité d'un groupe de travail thématique.
- Accompagne les citoyens dans la mise en œuvre des actions approuvées par le Comité de pilotage et validées par le Collège communal.
- Informe l'Échevin chargé des thématiques du suivi et des avancées des travaux.
- Veiller au respect des engagements pris et des règles établies dans le présent Règlement.

c. Les citoyens et autres acteurs de la société civile (associations, etc.)

- Suivre la mise en œuvre du Plan Climat.
- Prioriser les actions pour atteindre les objectifs du PAEDC.
- S'informer, analyser et débattre afin d'émettre des recommandations pour faire avancer les projets de la commune en matière d'énergie et de climat.
- Proposer de nouvelles actions que la commune et les citoyen·nes peuvent porter ensemble.
- Contribuer, dans la mesure de ses moyens, à la réalisation concrète de certaines actions.
- Agir comme ambassadeurs, promouvoir les projets locaux et sensibiliser d'autres acteurs du territoire à s'engager dans la transition.
- Servir de relais entre les citoyen·nes et la commune en remontant les avis et besoins du territoire, tout en diffusant les informations de la commune vers le public.
- Veiller au respect de leur mandat, des engagements pris et des règles établies dans le présent Règlement.

d. Les élus, en particulier l'échevin en charge du COPIL

- Approuver le mandat, la composition et le Règlement du COPIL.
- Consulter aussi souvent que possible les membres du Comité de pilotage sur les activités et projets communaux liés à la thématique.
- Mettre à disposition du COPIL les moyens nécessaires à l'exécution de ses missions.
- Envisager l'opportunité des propositions d'actions du COPIL.
- Servir de relais entre le Comité de pilotage et le Collège communal pour faciliter la concrétisation des actions du PAEDC.
- Soumettre les propositions d'actions au Collège communal pour approbation.
- Défendre auprès du Collège communal l'enveloppe budgétaire et les moyens nécessaires à la mise en œuvre des actions.
- Informer le Comité de pilotage des décisions politiques concernant ses propositions.
- Lorsque c'est possible et opportun, participer aux réunions programmées, en particulier à minima à l'une des deux réunions plénières annuelles dédiées au bilan de l'avancement du PAEDC afin de pouvoir écouter et échanger avec les membres du Comité de Pilotage.
- Veiller au respect des engagements pris et des règles établies dans le présent Règlement.

e. Les experts

Lorsque les débats nécessitent l'intervention d'un expert pour enrichir les échanges, la commune soumettra des propositions d'experts au Comité de pilotage pour approbation.

IV. Intégration des recommandations dans la politique énergie-climat de la commune

Le travail du COPIL doit être perçu comme utile par les citoyens, qui doivent sentir que leur contribution a un impact, ainsi que par l'administration communale, afin de faire progresser les projets. Un suivi rigoureux de la part des agents communaux et des élus est essentiel pour intégrer, lorsque pertinent, les recommandations du COPIL dans la politique énergie-climat de la commune. Pour garantir ce suivi et renforcer le lien entre les citoyens et l'administration, les mesures suivantes sont mises en place.

a. Suivi par les agents communaux compétents

Un agent de l'administration est présent lors des réunions du COPIL. Idéalement, il s'agit de l'agent responsable des thématiques abordées, afin d'informer les membres du COPIL sur les projets existants, les obstacles rencontrés, et veiller à ce que leurs recommandations soient en phase avec les réalités administratives, budgétaires et politiques de la commune.

Si l'agent compétent ne peut assister à une réunion thématique, la coordinatrice POLLEC assure la liaison en transmettant les travaux aux agents concernés. Ceux-ci sont alors chargés d'examiner les propositions et de définir le suivi qui pourra leur être accordé.

b. Suivi par les élus communaux

La coordinatrice POLLEC et les agents communaux transmettent aux élus les résultats des travaux du COPIL nécessitant leur approbation, une analyse budgétaire ou un retour formel.

Pour favoriser l'intégration des recommandations du COPIL dans la politique énergie-climat de la commune, les réunions du Comité de pilotage sont planifiées pour coïncider avec le calendrier communal d'élaboration des budgets.

Une fois par an au minimum, les élus participent à une séance plénière du COPIL. Cette rencontre permet aux membres du COPIL de présenter leurs avancées, de discuter directement avec les représentants politiques compétents et de recueillir leurs commentaires sur les recommandations. Les élus sont également invités à préciser le suivi qui peut être accordé à chaque proposition. Ces échanges annuels offrent en outre une opportunité de redéfinir les priorités pour l'année à venir.

V. Signature

Les membres du Comité de pilotage ont lu le présent Règlement et s'engagent à le respecter en le signant ci-dessous.

Nom	Prénom	Téléphone	Courriel	Signature